

La force des petites républiques : pourquoi il faut investir dans l'Éducation Populaire

Dans un contexte national et international déjà fragilisé par des tensions croissantes et une polarisation qui gagne jusqu'au cœur du débat démocratique, le gouvernement annonce 40 milliards d'euros d'économies supplémentaires dans le projet de loi de finances 2026. À l'heure où les clivages s'intensifient, réduire encore les moyens alloués au secteur associatif — et tout particulièrement aux structures d'Éducation Populaire, déjà éprouvées par le budget 2025 — risque de transformer ces tensions en fractures irréversibles : priver l'Éducation Populaire de ressources, c'est affaiblir l'un des derniers maillages citoyens qui fait tenir notre cohésion collective.

L'Éducation Populaire n'est pas un poste de confort que l'on peut rogner à loisir ; c'est l'ossature invisible qui permet à une République de tenir debout. Chaque jour, nos associations ouvrent des bibliothèques de rue dans les quartiers populaires, des écoles de musique, de théâtre, des maisons de quartier et des centres sociaux, ou encore des lieux pour l'habitat des jeunes, restaurent le patrimoine, organisent des ateliers de débats pour les lycéens comme pour les retraités, révèlent des talents artistiques là où les équipements culturels font défaut, accompagnent les habitants dans leurs démarches numériques ou leurs actions pour le climat. C'est là que se tissent les premiers engagements citoyens, que se réparent les inégalités d'accès au savoir, que se réapprend la confiance dans la parole de l'autre. Plusieurs évaluations montrent qu'un euro investi dans ces structures génère bien plus qu'un euro d'utilité sociale : il réduit les coûts liés au décrochage scolaire, à la santé mentale, à l'isolement et même à la prévention des violences. En temps de crise, ce « rendement sociétal » devient doublement précieux ; le sacrifier au nom de l'austérité reviendrait à affaiblir la solution même qui nous protège contre la défiance, la radicalisation et le repli. Renoncer à l'Éducation Populaire aujourd'hui, c'est hypothéquer les solidarités dont nous aurons intensément besoin demain.

L'Éducation Populaire est la mise en acte, au coin de la rue, des idéaux républicains que l'on dit menacés. Dans ces « ateliers de liberté » que sont nos associations, la parole circule sans crainte ; sur nos scènes et espaces d'expression artistique ou nos musées, au sein de nos colonies de vacances, des MJC, l'égalité se construit par l'accès effectif au savoir et à la création ; dans l'entraide quotidienne entre habitants, la fraternité cesse d'être un mot vain pour devenir un réflexe partagé. Quand les logiques d'exclusion prospèrent et les votes extrémistes gagnent du terrain, nos actions forment des citoyennes et des citoyens capables de nuance, de contradiction loyale et de coopération — l'antidote le plus sûr contre la tentation autoritaire. Là où l'Éducation Populaire recule, la résignation et le repli avancent ; c'est un fait que les urnes ne cessent de confirmer.

Sur le seul plan économique, ce secteur pèse déjà plus de 466 000 emplois – des postes qualifiés, pérennes (63% des emplois sont en CDI) et ancrés dans les villes comme dans les campagnes, des emplois au service de l'autre, dans la relation humaine, impossibles à digitaliser ou à délocaliser. À titre comparatif, l'éducation populaire représente 4 fois l'industrie chimique et 2 fois plus d'emplois que le secteur agricole. La puissance économique de l'Éducation populaire se caractérise surtout par son effet papillon : chaque crèche ouverte, chaque accueil périscolaire assuré rend possible l'engagement professionnel de milliers de parents ; chaque centre social ou maison de quartier fait tourner les commerces voisins, sollicite les artisans locaux et consolide l'attractivité d'un territoire.

Au-delà de ses conséquences tangibles, l'Éducation Populaire génère un capital immatériel précieux : lien social, culture commune, transmission de savoirs, innovation et sentiment d'appartenance. Ce "bien commun" valorise nos territoires et les rend attractifs. Loin d'être une charge budgétaire, elle est un maillon essentiel de notre écosystème économique. Réduire son financement, c'est fragiliser simultanément l'emploi, la croissance locale et le pacte social - un prix bien supérieur aux économies illusoire envisagées

Cessons donc d'en faire la variable d'ajustement des choix budgétaires ; traitons-la pour ce qu'elle est : un investissement stratégique pour le pays. Nous appelons l'État et les collectivités à engager sans délai la conférence des financeurs que nous préfigurons depuis trop longtemps et à la doter de moyens à la hauteur de l'enjeu : un financement pluriannuel, lisible et ambitieux, qui reconnaisse la valeur créée, tant démocratique qu'économique, par nos dizaines de milliers de structures ancrées dans les territoires.

Car face aux transitions écologique, numérique ou démographique, face à l'inflation, à la guerre aux portes de l'Europe et au désenchantement démocratique, amputer l'Éducation Populaire revient à affaiblir la capacité du pays à encaisser les chocs en cours et à venir. À l'inverse, parier sur l'humain et sur le lien revient à choisir une société qui refuse la désespérance et se donne les moyens de fabriquer un avenir commun fondé sur la solidarité et le respect mutuel.

Signataires :

Didier Jacquemain, président d'Hexopée,
David Cluzeau, directeur général d'Hexopée,
Claire Thoury, présidente du Mouvement Associatif,
Jean-Baptiste Clérico, Arnaud Tiercelin et Sarah Biche, co-présidents du CNAJEP,
Marie-Claire Martel, présidente de la COFAC,
Michelle Demessine, présidente de l'UNAT,
Patrick Chenu, représentant du collège associatif du Fonjep,
Benoît Hamon, président d'ESS France.